



Octobre
2021

TCHAD :

LE NEXUS

Note de plaidoyer en faveur d'une collaboration renforcée entre les acteurs humanitaires, du développement et de la paix pour faire face à des crises multiples

MESSAGES CLÉS



Approfondir et renforcer les synergies entre les acteurs humanitaires, de développement et de paix.

Cela est nécessaire afin de renforcer les collaborations existantes pour une compréhension partagée et un langage commun des crises, des menaces, des risques et des besoins prioritaires à couvrir, en lien avec la résilience et le relèvement des populations.



Mettre au centre du nexus les personnes dans le besoin dans les contextes de crises prolongées.

L'alignement des planifications humanitaires, et d'aide au développement permet de poursuivre et d'atteindre des résultats communs et de contribuer aux objectifs de développement durable en faveur des personnes les plus fragiles afin de mettre fin au dénuement et d'améliorer leurs conditions de vie. Par exemple, par l'utilisation des transferts monétaires qui concourent à la dignité et à l'autonomisation des personnes.



Promouvoir le rôle central des acteurs nationaux et locaux dans l'opérationnalisation du nexus.

La participation des autorités locales, des acteurs locaux et des représentants des communautés affectées par des crises doit être renforcée et appuyée afin qu'ils soient acteurs voire moteurs des interventions « nexus » et ceci dans l'esprit de l'agenda Localisation qui promeut la localisation de l'aide et le renforcement des partenaires.



Repenser une coordination multi-acteurs efficace à travers le nexus, à N'Djaména et sur le terrain.

Une meilleure coordination permettrait de renforcer le dialogue entre les parties prenantes. Les initiatives nexus doivent être mieux suivies dans le cadre de mécanismes agréés sous le leadership d'une entité collectivement désignée.



Encourager des financements diversifiés, conséquents et flexibles sur le moyen et long terme.

Les partenariats sont favorisés dans la mise en œuvre de ces financements qui participent à répondre aux besoins humanitaires chroniques des personnes en situation de crise prolongée, tout en réduisant les risques et vulnérabilités. Les programmations de ces financements doivent être davantage coordonnées.



Le gap entre humanitaire-développement-paix au Tchad en matière de planification et programmation d'activités doit continuer à être réduit.

C'est une nécessité car le système humanitaire actuellement en place n'a pas vocation à gérer des besoins de plus en plus conséquents et prolongés. Ce changement dans l'approche passe par la reconnaissance que les différents types d'aide sont liés dans les zones en crises et que, pour ce faire, une collaboration renforcée entre acteurs, y compris avec les autorités, est primordiale.



APERÇU DE CE QU'EST LE NEXUS



Site HIMO (haute intensité de main d'oeuvre) du réaménagement de la route entre Kerfi et Abkoussoum dans le Sila.
Crédit photo : CONCERN WORLDWIDE/Laurent De Ruyt

L'approche nexus est une nouvelle méthodologie de travail en vertu de laquelle un large nombre d'acteurs concourent à l'élaboration de réalisations collectives pluriannuelles, plurisectorielles, quantifiables et mesurables.

Cette approche est adaptée aux crises prolongées comme au Tchad et a pour but de répondre aux besoins immédiats mais aussi de réduire les risques et les vulnérabilités des populations affectées.

L'approche nexus est une approche intégrée ou articulée autour des personnes, visant à mieux lier les secours et réponses d'urgence et les solutions sur le plus long terme afin que les communautés affectées par des crises humanitaires ou des chocs soient plus résilientes et puissent vivre en paix. Il s'agit de préserver les résultats des actions humanitaires et de maximiser les impacts de l'intégration de la paix et des opérations d'aide au développement à travers des partenariats et une coordination renforcée.

Au Tchad, une collaboration de longue durée, engagée formellement suite au Sommet humanitaire mondial de 2016, existe entre acteurs humanitaires et de développement et de paix. Ainsi, et depuis 2017, le Tchad est un pays pilote nexus pour les Nations Unies, les bailleurs (Union Européenne, Banque Mondiale, Agence Française de Développement, Suisse, FCDO, SIDA, GIZ, Etats-Unis, etc.) et plusieurs ONG (Caritas Suisse, Concern Worldwide, OXFAM, CARE, ACF, etc.).

L'opérationnalisation du nexus dans le contexte tchadien

Entre urgences soudaines et crises humanitaires prolongées dans un contexte de pauvreté et de faible développement économique et social

Au Tchad, 5,5 millions de personnes ont des besoins humanitaires immédiats ou chroniques, soit près d'une personne sur trois. La détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle touche 5,1 millions de personnes, dont plus de 1,7 million en insécurité alimentaire sévère. La prévalence de la malnutrition aiguë est en augmentation, avec 15 provinces sur 23 dans une situation nutritionnelle alarmante. La crise nutritionnelle est aggravée dans certaines régions par la persistance de l'épidémie de rougeole et d'autres maladies comme le paludisme. Plus de 1,7 million de personnes sont affectées par les urgences sanitaires, la plupart n'ayant pas accès aux soins de santé, une situation aggravée par l'urgence mondiale COVID-19 et les mesures restrictives prises pour contrer la pandémie.

Le Tchad est l'un des principaux pays d'accueil de réfugiés en Afrique, avec plus de 523 439 réfugiés, à qui s'ajoutent quelques 402 703 personnes déplacées internes, 30 356 retournés tchadiens au Lac, et 77 650 retournés tchadiens de la RCA au Sud, pour un total de plus d'un million de personnes en situation de déplacement dans le pays.

Le Tchad fait face à une crise due au sous-développement qui se traduit, entre autres, par des défis structurels comme des infrastructures insuffisantes et des défis d'accès à l'éducation et aux soins. La dégradation de l'en-



5 500 000
personnes avec besoins humanitaires immédiats



1 700 000
personnes en insécurité alimentaire sévère



1 700 000
personnes affectées par des urgences sanitaires



523 000
réfugiés



402 000
déplacés internes

vironnement, liée au changement climatique et aux pressions anthropiques, la croissance rapide de la population, l'instabilité interne et dans les pays voisins, sont quelques-unes des causes conjoncturelles qui contribuent à la persistance des crises humanitaires principalement chroniques du Tchad. Cette situation entraîne des conditions de vie précaires pour l'ensemble de la population, tout en plaçant les plus vulnérables, qui sont dans des situations d'extrême pauvreté, dans un état de grande fragilité.

Zones de convergence et approche nexus au Tchad

L'essentiel de l'aide humanitaire se concentre dans la région du Lac Tchad afin de répondre aux besoins immédiats d'urgence et de protection des populations ainsi qu'aux besoins humanitaires chroniques des communautés affectées. Cette zone est depuis plusieurs années une zone d'intérêt et de convergence pour les investissements de résilience, de développement et de paix, dans ce contexte de fragilités multiples. L'opérationnalisation se fait dans les régions « prioritaires » du Lac élargi, de l'Est et du Sud du pays.

Au Sud et à l'Est ainsi que dans la bande sahé-lienne, identifiées par les acteurs comme des zones de convergence entre action humanitaire et opérations d'aide au développement, des interventions axées sur le développement local intégré sont menées : les Programme de Développement Inclusif dans les Zones d'Accueil (DIZA) de l'Union européenne (UE) et l'Agence Française de Développement (AFD) ; et le Projet d'Appui aux Réfugiés et aux Communauté d'Accueil (PARCA) de la Banque mondiale sont des exemples de l'approche nexus.

Un autre type d'approche du nexus s'articule autour de paquets d'activités multisectorielles pour une approche holistique d'une crise et ses causes.

Dans le cadre de l'initiative pilote - promue par le Réseau Global contre les Crises Alimentaires, mise en place dans le Barh el Ghazel et le Kanem et visant à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition - de nouvelles méthodologies de ciblage conjoint et classification de villages et ménages selon leur vulnérabilité ont été développées et validées par l'ensemble des partenaires et des parties prenantes.

En même temps, grâce aux contributions de tous les acteurs concernés au niveau provincial et national, des Plans de Réponse Conjoints ont été approuvés, dont le but est de supporter les communautés à travers la mise en œuvre et / ou le renforcement de services communautaires de base et l'appui aux ménages, selon une logique de graduation : une réponse proportionnelle aux besoins et un accompagnement sur la longue période pour les faire sortir de leur vulnérabilité et consolider leur résilience. Un consensus a été créé afin d'avoir une classification commune des communautés et ménages selon leur vulnérabilité et pour faciliter la mobilisation (et le focus géographique) des bailleurs de fonds.

L'approche nexus au Tchad, c'est concilier et encourager les liens entre des objectifs humanitaires de sauvetage de vies, d'allègement des souffrances humaines et de protection des personnes avec des objectifs de développement visant à changer la société, améliorer les conditions de vie, assurer la dignité des personnes en luttant contre la pauvreté et renforcer les structures et systèmes étatiques.



Cet appui du PAM et de l'ONG Moustagbal a permis d'arrêter l'exode rural. Beaucoup de jeunes partaient à N'Djaména ou dans d'autres villes pour chercher du mieux et pouvoir envoyer quelque chose aux parents. Depuis janvier 2021, aucun n'a quitté le village, parce qu'il y a du travail. Ils trouvent un peu d'argent, sur place, à la fin de chaque mois.



Mahamat Dourgane,
Chef du village de Doungoulou (Guéra)

Mahamat Dourgane, chef du village de Doungoulou dans le Guéra, travaille dans un champ communautaire.
Crédit photo : OCHA/Augustin Zusanné



+ OPPORTUNITÉS

Le contexte de crises prolongées au Tchad est propice à la mise en œuvre d'interventions et de l'approche nexus.

Des expériences de mise en œuvre de projets qui prennent en compte le nexus sont déjà présentes sur le terrain.

L'identification collective de zones de convergence favorables à l'opérationnalisation du nexus articulée autour des axes de développement local/territorial intégré et de développement humain.

L'engagement des bailleurs à soutenir l'approche nexus suivant la recommandation du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les engagements du Grand Bargain 2.0. Ainsi, une Task Force nexus bailleurs a été établie en 2020 pour renforcer leur coordination et partenariats afin d'avoir un impact sur le terrain au profit des populations.

Le gouvernement tchadien soutient l'approche nexus HDP.

Les populations affectées et bénéficiaires de l'aide humanitaire souhaitent une assistance digne. La mise en place du cadre d'analyse sectorielle commun des Nations Unies, une façon nouvelle d'analyser les besoins et leurs sévérités à travers les secteurs pour une vision plus holistique et globale. Le Tchad fait partie des pays qui présentent un rapport national volontaire.

La task force nexus des bailleurs est très sensible à cette thématique au Tchad et commence à financer des projets qui prennent en compte le nexus HDP.

Les changements en cours dans les financements humanitaires qui concernent le Tchad sont marqués par l'action anticipatoire (préfinancements humanitaires), appuyée par les bailleurs au niveau mondial comme la Banque Mondiale avec le FAM. Cette approche vise à préserver et appuyer les gains de développement.

L'augmentation des dotations du Peacebuilding Fund pour des interventions favorisant le relèvement et la consolidation de la paix.





DÉFIS

L'alignement et la coordination inadéquats des investissements qui contribuent au nexus.

La faible mise à l'échelle des initiatives pilotes engagées depuis 2016/2017.

Le manque de financements à la hauteur des besoins.

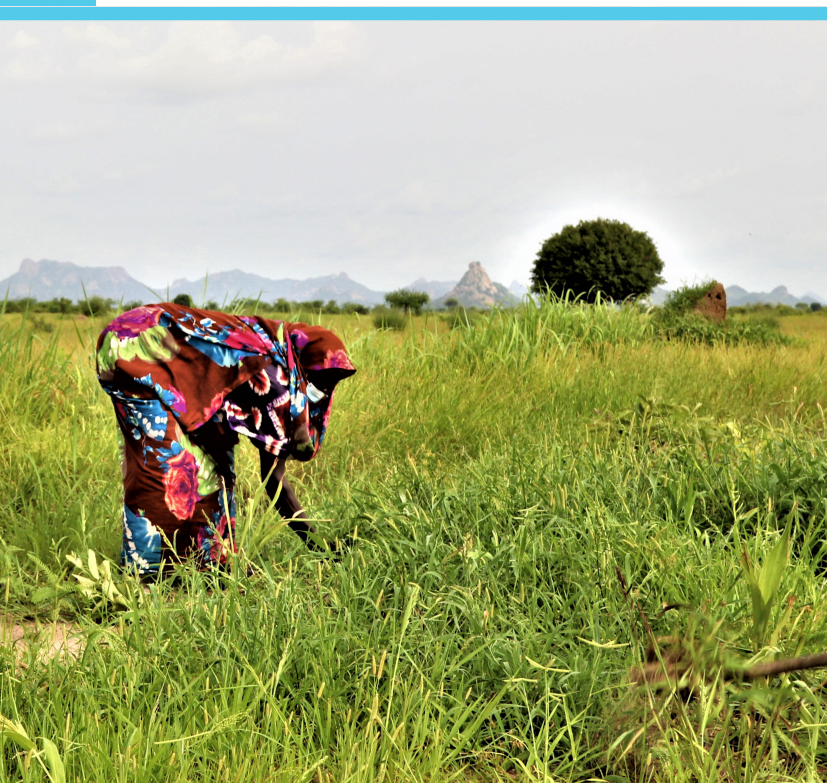
Le manque d'une base de données pour suivre les financements nexus et les interventions menées souvent sur la base de partenariats pluri-acteurs (planification, programmation et coordination).

Pas de capitalisation des expériences.

Le besoin d'accélérer la mise en œuvre de la feuille de route élaborée en 2019 pour l'engagement de l'Etat et amorçant la définition de la deuxième phase du nexus au Tchad pour 2023-2028 autour de résultats communs liés aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

La faible compréhension partagée des approches nexus et des interventions y afférentes, le manque d'appropriation d'un langage commun et d'institutionnalisation de l'approche.

La persistance de travail en silo et le manque d'identification d'un lead nexus commun aux autorités, à la communauté humanitaire, aux bailleurs et aux opérateurs de développement et de paix.



Dans le village de Doungoulou dans le Guéra, les habitants cultivent le béré-béré dans un champ communautaire rendu praticable par la construction d'une digue.
Crédit photo : OCHA/Augustin Zusanné

ZOOM SUR QUELQUES PROJETS NEXUS

Projet RECOSOC

Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad

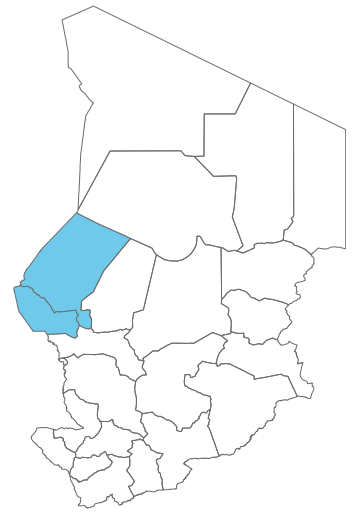
Durée : décembre 2019 – décembre 2023

Financement au Tchad : 6 875 078 €

Bailleur : Union Européenne (UE)

Partenaire de mise en œuvre : Oxfam

Zone d'intervention au Tchad : Province du Lac et du Kanem (Daboua, Liwa, Dibinintchi, Kekedina)



Objectif global : Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la cohésion sociale dans les régions les plus fragiles du Niger et du Tchad.

Activités clés en réalisation :

- Le transfert cash et distributions de semences améliorées et matériels agricole aux ménages vulnérables ;
- Le soutien aux femmes pour la mise en place d'Activités Génératrices de Revenu (AGR) ;
- La mise en place de sites maraîchers ;
- La réalisation de puits pastoraux ;
- La formation du staff de programme sur la prévention et gestion de conflit.

Défis majeurs :

- L'appropriation des actions par les services déconcentrés de l'Etat pour une meilleure sortie du projet à son terme ;
- Les actions d'urgence (cash et distribution d'urgence d'intrants agricoles) menées en première année de projet pour permettre une bonne relance des activités agricoles pourraient être perturbées dans la résilience des bénéficiaires en cas de survenue d'une crise/catastrophe au cours de la mise en œuvre du projet ;
- La province du Lac, en particulier les sous-préfectures de Liwa et Daboua concernées par le projet font face à un mouvement continu de déplacement des populations du fait de l'insécurité en lien aux incursions des groupes armés et pourrait affecter les réalisations du projet.



Vue des bénéficiaires sur le site de la foire Djabalaine. Crédit photo : APLET/Mounbaye Ngodro

Projet RESILAC

Redressement économique et social inclusif du Lac Tchad

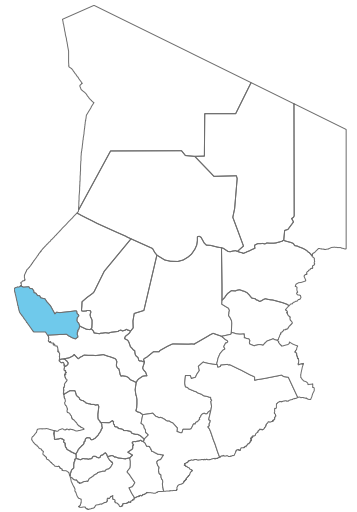
Durée : décembre 2017 - décembre 2021

Financement : 6 325 488 €

Bailleurs : UE, AFD

Partenaires de mise en œuvre : Action contre la Faim (ACF), CARE, Groupe URD, CCFD - Terre Solidaire

Zones d'intervention : pays du bassin du Lac Tchad, Province du Lac, 2 départements (Kaya et Mamdi), 2 communes (Bol et Baga Sola) 4 cantons de Nguéléa 1, Nguéléa 2, Bol et Ngarangou)



Objectif global : Contribuer au redressement économique, au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires du bassin du Lac Tchad les plus impactés par la crise du lac Tchad et le changement climatique.

Activités clés en réalisation :

- Les réalisations les plus importantes concernent le renforcement du capital humain et de la cohésion sociale, le redressement économique et le renforcement des capacités et appui institutionnel.
- Des actions de plaidoyer sont menées autour de deux thèmes : convaincre les autorités provinciales de pérenniser les conventions locales d'accès et d'exploitation de la terre signées entre les communautés et les différentes parties prenantes ; et intégrer la santé mentale et le soutien psychosocial dans les Plan de Développement Local et les soins de santé primaire

Défis majeurs :

- Le contexte sécuritaire avec les attaques, les enlèvements et les assassinats qui continuent ;
- La récurrence des conflits inter et intracommunautaires ;
- Les besoins en matière de résilience qui sont nombreux par rapport aux appuis disponibles au Lac ;
- Les violences basées sur le genre qui sont récurrentes.

Développement inclusif des zones d'accueil

Projet : DIZA-Est

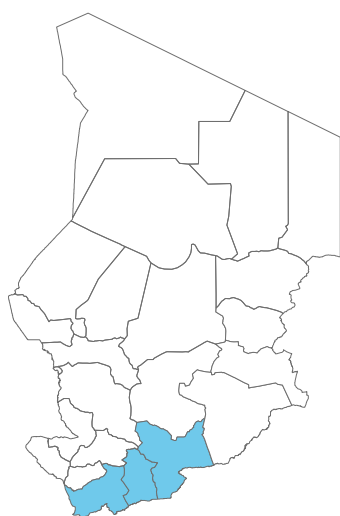
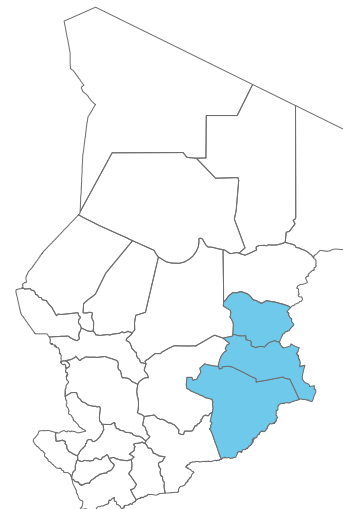
Durée : novembre 2018 – octobre 2022

Financement : 10 250 000 €

Bailleurs : UE, AFD

Partenaires de mise en œuvre : Concern, FLM, ACRA, APLFT, ATURAD, AJRPS

Zones d'intervention : provinces du Ouaddaï, Sila, Salamat



Projet : DIZA-Sud

Durée : novembre 2018 – octobre 2023

Financement : 10 250 000 €

Bailleurs : UE, AFD

Partenaires de mise en œuvre : Caritas Suisse, SI, IHDL, Swisscontact, Caritas Sarh

Zones d'intervention : provinces du Moyen Chari, Mandoul, Logone Oriental

Objectif global : Améliorer les conditions de vie et la résilience des populations autochtones, réfugiées et retournées dans les zones d'accueil, à travers un appui au développement local inclusif en vue de minimiser les facteurs contribuant aux tensions entre communautés, à l'instabilité et au risque d'accroissement des déplacements forcés et de conflits.

Le UNHCR est responsable pour l'adoption et la dissémination de la loi d'asile dans le Tchad.



Les produits du jardin scolaire et le champ communautaire approvisionnent à la fois l'école et les ménages. Depuis la mise en œuvre de ce projet, nous avons constaté une diminution des cas de malnutrition aigüe au centre de santé de Chawir. Le nombre d'élèves à l'école ainsi que le taux de fréquentation ont augmenté, de 200 élèves en 2019 à plus de 400 élèves, avec une quasi-parité garçons-filles.



Hamit Brahim,
Chef de projet, ONG Moustagbal

Activités clés en réalisation :

- Ménages recensés et inscrits au Registre Social Unifié (RSU) dans les catégories : très vulnérables et vulnérables ;
- 57 (DIZA-Est) et 68 (DIZA-Sud) sites HIMO (haute intensité main d'œuvre) identifiés sur base de plans de développement locaux et construits ou en cours d'être construit par les ménages vulnérables ;
- Transferts monétaires : DIZA-Est distribue de cash inconditionnel à 3 854 ménages identifiés d'être très vulnérables, 15 000 FCFA par mois pour 12 mois ; et cash conditionnel à 3 292 bénéficiaires (1500 FCFA par jour) ; DIZA-Sud distribue 35 000 FCFA par mois pour 3 mois pour un total de 4 682 bénéficiaires de cash inconditionnel et cash conditionnel ;
- Création et soutien des Associations Villageoise d'épargne et crédit (AVEC) par des formations techniques et financières et un soutien des AGR ;
- AGR non-agricole et formations professionnelles organisées dans différents métiers clés ;
- Renforcement des chaînes de valeur, avec un soutien aux coopératives et aux plateformes ;
- Travail en collaboration avec les services étatiques et coutumiers sur la bonne gouvernance ; Plans de Développement Local (PDL) élaborés et mis à jour en étroite collaboration avec le Comité Cantonal de Développement de rédaction des PDL et les autorités locales ;

- Activités de cohésion sociale organisées autour de thèmes tels que la cohabitation pacifique, le genre et l'inclusion.

Défis majeurs :

- En raison des états d'urgence, du COVID-19, des difficultés d'infrastructure, d'accès et manque de services, le programme a été lent à démarrer dans l'Est et le Sud ;
- L'approche à long terme et développement reste une approche nouvelle dans certaines provinces. Le changement de culture de pratique d'humanitaire a nécessité de nouvelles approches ;
- Pour les approches de développement, l'accès au microcrédit reste un défi étant donné l'accès limité dans les zones d'intervention et les taux élevés associés avec ceux qui existent. Cependant, les alternatives de crédit et d'épargne, tels que ceux offerts par le soutien des AVEC à travers le programme DIZA, sont mises en avant pour accompagner cette option pendant que l'accessibilité aux IMF continue à être renforcée à travers le pays.



Membres de la coopérative de Goubeti (Logone Oriental) et transformatrices de karité. Crédit photo : CARITAS SUISSE/ Fabienne Alisha Bernhardt

